

PESER ENSEMBLE POUR UNE VÉRITABLE RUPTURE

EDITORIAL :

Après les premières mesures qui amorçaient une rupture avec la politique du précédent Gouvernement, les récentes déclarations présidentielles marquent un « changement » de cap inquiétant. La mise en place d'une politique d'austérité est sans ambiguïté : réduction du déficit budgétaire à 3% du PIB, ponction fiscale aggravée sur les ménages, transfert sur la CSG d'une partie du financement de la protection sociale...

En face d'une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader dans de nombreux pays européens comme en France, **le Gouvernement renonce à une politique de relance fondée sur la croissance et l'emploi, thème central de la campagne électorale. Il fait le choix d'un renforcement de l'austérité**, politique qui donne déjà en Europe toute la mesure de ses effets ravageurs.

Le Traité européen (TSCG) que le Président Hollande veut soumettre dès octobre à la ratification du Parlement alors qu'il s'était engagé à le renégocier une fois élu, condamnera, s'il est adopté, les pays de l'UE à l'austérité, imposera la règle d'or de l'équilibre budgétaire, limitera les marges de souveraineté budgétaire du Parlement et fera de nouveau de la dépense et des emplois publics les coûts à réduire impérativement dans le budget de la nation.

Parce que ces contraintes budgétaires auront des conséquences ravageuses sur les choix de politique éducative et sur nos métiers, le SNES et la FSU ont décidé de s'engager dans une campagne contre la ratification du TSCG.

Dans la Fonction publique, la rupture est loin d'être effective. Si officiellement la RGPP est abandonnée, la Fonction publique reste la première cible des réductions des dépenses de l'Etat : effectifs constants, créations de postes dans les Ministères protégés (dont l'Education) financées par les suppressions dans les autres ministères. Aucune revalorisation salariale n'est annoncée : le point d'indice reste gelé depuis 2010, le pouvoir d'achat continue de régresser (-3,8% depuis 2010). La journée de carence a été mise en application amputant les traitements des personnels concernés. **L'Intersyndicale de la Fonction publique réunie à cette rentrée a décidé de mener une campagne pour obtenir la suppression de la journée de carence** dont Marylise Lebranchu estime que la suppression serait « mal vu ».

Dans l'Education, et le Second degré en particulier, le Ministre Vincent Peillon a fait le choix, au prétexte de ne pas « déstabiliser la rentrée », de maintenir et même d'amplifier les réformes imposées par Luc Chatel. Les quelques mesures prises sont insuffisantes et ne répondent pas au plan d'urgence revendiqué par le SNES. **La rentrée 2012 est de nouveau marquée par l'asphyxie accrue du service public et les effets ravageurs de la crise de recrutement.** Les conditions de travail de tous les personnels, soumis aux injonctions de la politique managériale qui n'a pas été démentie par le Ministre, deviennent intolérables.

Obtenir le changement est nécessaire et possible.

Cela suppose de contraindre, par la mobilisation collective, le Gouvernement à faire d'autres choix que celui de l'austérité et à investir dans les services publics.

Cela suppose que tous les personnels se saisissent des débats sur la Loi de programmation dans l'Education.

Les Etats généraux du Second degré que le SNES organise en octobre doivent être l'occasion pour les personnels d'exprimer, à partir des réalités vécues dans les établissements, leurs revendications. Participez-y nombreux !

Marie-Damienne Odent/ Michel Vialle/ Pascale Boutet, co-secrétaires généraux



PRENDRE LA PAROLE DANS LES ÉTABLISSEMENTS

(voir p. 5)

Matériel, calendrier et modalités en ligne sur

www.versailles.snes.edu

Rubrique : revendications/actions